

Cette intervention, mise à charge du budget du Ministère de la Région bruxelloise, est fixée dans chaque convention d'accès au Fonds d'aide approuvée par l'Exécutif de la Région bruxelloise et atteint 2 % dans les charges d'intérêt (différence d'annuité) ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur ce jour.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 27 juillet 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique
et de la Décentralisation,

J. MICHEL

Le Ministre de la Région bruxelloise,
F.-X. de DONNEA

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J. BASCOUR

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J.-L. THYS

Die tegemoetkoming, ten laste van de begroting van het Ministerie van het Brussels Gewest, is vastgesteld in elke overeenkomst houdende toegang tot het Hulpfonds, die door de Executieve van het Brussels Gewest is goedgekeurd, en bedraagt 2 % in de rentelasten (verschil van annuïteiten) ».

Art. 2. Onderhavig besluit treedt heden in werking.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 27 juli 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt
en Decentralisatie,

J. MICHEL

De Minister van het Brussels Gewest,
F.-X. de DONNEA

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,
J. BASCOUR

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,
J.-L. THYS

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 87 — 1494

7 AOUT 1987. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de pré-pension conventionnelle (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982 et la loi du 22 janvier 1985;

Vu la loi du 1er août 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 132, modifié par l'arrêté royal n° 443 du 14 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de pré-pension conventionnelle;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 1er août 1985, *Moniteur belge* du 6 août 1985.

Arrêté royal n° 443 du 14 août 1986, *Moniteur belge* du 30 août 1986.

Arrêté royal du 20 août 1986, *Moniteur belge* du 10 septembre 1986.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 87 — 1494

7 AUGUSTUS 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 augustus 1986 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982 en de wet van 22 januari 1985;

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 132, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 443 van 14 augustus 1986 houdende toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 1 augustus 1985, *Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1985.

Koninklijk besluit nr. 443 van 14 augustus 1986, *Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 1986.

Koninklijk besluit van 20 augustus 1986, *Belgisch Staatsblad* van 10 september 1986.

Vu l'arrêté royal du 20 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, notamment les articles 1er, 2, 3, 9 et 12;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que l'objectif budgétaire que s'est fixé le gouvernement nécessite une révision urgente de la réglementation concernant l'octroi des allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle;

Considérant que les employeurs et les travailleurs doivent être mis au courant sans tarder des droits et obligations concernant l'octroi des allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 1er de l'arrêté royal du 20 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le troisième alinéa les mots « deux années » sont remplacés par les mots « trois années »;

2^o l'article est complété par l'alinéa suivant :

« De plus, à partir du 1er janvier 1989, les dispositions du présent arrêté et des arrêtés des 1er février 1984 et 30 août 1985 précités, ne sont plus applicables aux travailleurs dont le droit à l'indemnité complémentaire prend cours après le 31 décembre 1988, en application de conventions collectives de travail ou de décisions conclues pour une durée indéterminée ou pour une durée supérieure à trois ans, ou contenant une clause de tacite reconduction, sauf lorsqu'il s'agit de conventions collectives de travail conclues au sein du Conseil national du travail. Toutefois, les dates du 1er janvier 1989 et du 31 décembre 1988 sont remplacées par celles du 1er janvier 1990 et du 31 décembre 1989 pour ce qui concerne les conventions collectives de travail ou les décisions relatives aux entreprises appartenant aux secteurs nationaux visés à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 2, 1^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, ainsi que pour les conventions collectives de travail conclues au sein d'un organe paritaire et rendues obligatoires par arrêté royal. »

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1er est complété par l'alinéa suivant :

« Les conventions collectives de travail ou les décisions visées à l'alinéa 2 ne sont prises en considération que pour autant qu'elles déterminent des avantages qui, au moment où le droit à l'indemnité complémentaire en faveur du travailleur âgé prend cours, sont au moins équivalents aux avantages prévus dans la convention collective de travail n^o 17 du 19 décembre 1974 précitée. »;

2^o le § 4 est complété par la disposition suivante :

« La faculté précitée de réduire la limite d'âge n'est plus applicable après le 31 décembre 1988 dans le cas de conventions collectives de travail conclues en dehors d'un organe paritaire ni après le 31 décembre 1989 dans le cas de conventions collectives de travail conclues au sein d'un organe paritaire. »;

3^o l'article est complété par les §§ 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 5. La limite d'âge de 57 ans prévue aux §§ 1er et 4 est portée à 58 ans pour les travailleurs prépensionnés en application d'une convention collective de travail déposée après le 1er septembre 1987.

§ 6. Le délai de préavis ou la période couverte par l'indemnité de congé des travailleurs licenciés visés au § 1er doit prendre fin durant la période au cours de laquelle la convention collective de travail, prévoyant l'indemnité complémentaire, est applicable. »

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1er est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent paragraphe, le travailleur bénéficiant ou ayant bénéficié d'une indemnité complémentaire visée à l'article 2, § 1er, n'est pas considéré comme un chômeur complet qui bénéficie d'allocations pour toutes les journées de la semaine. »

Gelet op het koninklijk besluit van 20 augustus 1986 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, inzonderheid op de artikelen 1, 2, 3, 9 en 12;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het budgettaire doel dat de regering wil bereiken een dringende herziening van de reglementering betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen noodzakelijk maakt;

Overwegende dat de werkgevers en werknemers zonder verwijf op de hoogte dienen gebracht te worden van de rechten en verplichtingen betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 augustus 1986 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het derde lid worden de woorden « twee jaar » vervangen door de woorden « drie jaar »;

2^o het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Vanaf 1 januari 1989 zijn de bepalingen van dit besluit en van de bovenvermelde besluiten van 1 februari 1984 en 30 augustus 1985, bovendien evenmin van toepassing voor de werknemers waarvan het recht op de aanvullende vergoeding na 31 december 1988 ingaat op grond van neergelegde collectieve arbeidsovereenkomsten of beslissingen, wanneer die overeenkomsten of beslissingen, ofwel gesloten zijn voor onbepaalde duur of voor een bepaalde duur van meer dan drie jaar, ofwel een bepaling van stilzwijgende verlenging bevatten, behalve wanneer het gaat om collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in de Nationale Arbeidsraad. De data van 1 januari 1989 en van 31 december 1988 worden echter door die van 1 januari 1990 en van 31 december 1989 vervangen voor de collectieve arbeidsovereenkomsten of de beslissingen betreffende de ondernemingen die behoren tot de nationale sectoren bedoeld in artikel 6, § 1, VI, tweede lid, 1^o van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, alsmede voor de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in een paritair orgaan en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit. »

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De collectieve arbeidsovereenkomsten of beslissingen bedoeld in het tweede lid worden slechts in aanmerking genomen voor zover zij voordelen bepalen die, op het ogenblik dat voor de bejaarde werknemer het recht op de aanvullende vergoeding ingaat, op zijn minst gelijkwaardig zijn aan die bepaald in de voormelde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974. »;

2^o § 4 wordt door de volgende bepaling aangevuld :

« De bovengenoemde mogelijkheid om de leeftijdsgrens te verlagen is niet meer van toepassing na 31 december 1988 ingeval het gaat om collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten zijn buiten een paritair orgaan en niet meer van toepassing na 31 december 1989 ingeval het gaat om collectieve arbeidsovereenkomsten die gesloten zijn in een paritair orgaan. »;

3^o het artikel wordt aangevuld met de §§ 5 en 6 die luiden als volgt :

« § 5. De leeftijdsgrens van 57 jaar voorzien in de §§ 1 en 4 wordt op 58 jaar gebracht voor de werknemers die met brugpensioen gaan in uitvoering van een collectieve arbeidsovereenkomst die na 1 september 1987 wordt neergelegd.

§ 6. De opzeggingstermijn die aan de werknemers bedoeld in § 1 wordt gegeven, of de door de opzeggingsvergoeding gedekte periode dient een einde te nemen gedurende de periode tijdens dewelke de collectieve arbeidsovereenkomst die in de aanvullende vergoeding voorziet, van toepassing is. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van onderhavige paragraaf, wordt de werknemer die geniet of die genoten heeft van een aanvullende vergoeding bedoeld in artikel 2, § 1, niet als een volledige werkloze beschouwd die uitkeringen geniet voor alle dagen van de week. »;

2° l'article est complété par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Pour l'application du présent article sont assimilées aux chômeurs complets visés au § 1er, alinéa 1er, les personnes visées au § 2 qui sont engagées par un employeur sans avoir fait au préalable une demande d'allocations de chômage. Elles doivent cependant au préalable demander au bureau régional du chômage de l'Office national de l'Emploi de constater qu'au jour de leur engagement elles auraient rempli toutes les conditions d'admissibilité et d'octroi pour pouvoir prétendre aux allocations de chômage comme travailleur dans un régime de travail à temps plein, si elles avaient introduit une demande d'allocations. »

Art. 4. A l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les mots « 50 ans » sont remplacés par les mots « 50 ans minimum » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « une des entreprises ou » sont supprimés.

Art. 5. L'article 12, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les personnes bénéficiant d'une prépension visée à l'article 87ter, § 2, 1° ou 2°, du Code de l'impôt sur les revenus, peuvent cependant exercer toute activité professionnelle déterminée à l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés. Toutefois, cette activité professionnelle ne peut être effectuée auprès du dernier employeur, que les travailleurs soient occupés par celui-ci ou par un tiers, en tant que salariés ou en tant qu'indépendants, si ce n'est pour assurer, aux conditions fixées par le Ministre de l'Emploi et du Travail, l'encadrement des jeunes mis au travail.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail peut toutefois déterminer des modalités et des conditions, complémentaires ou dérogoires, pour l'application de l'article 64 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 précité aux personnes visées à l'alinéa 1er. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1987.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 7 août 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 87 — 1495

Accord belgo-luxembourgeois concernant la détermination de la législation applicable aux travailleurs salariés en chômage résidant dans l'un des deux Etats où ils bénéficient des prestations de chômage et occupés à temps réduit dans l'autre Etat

Considérant que lorsque les travailleurs résidant sur le territoire d'un Etat peuvent, en vertu de la législation qui leur est applicable, bénéficier des prestations de chômage, tout en exerçant une activité professionnelle à temps réduit sur le territoire dudit Etat, il y a lieu de permettre à ces travailleurs d'exercer cette activité sur le territoire de l'autre Etat tout en conservant le bénéfice des prestations de chômage à charge de l'Etat de résidence;

Considérant qu'il est nécessaire dans cette situation, en vue de prévenir les éventuels conflits de lois, de déterminer la législation applicable à ces travailleurs;

Considérant qu'il est souhaitable de maintenir ces travailleurs sous la législation de leur pays de résidence tant en ce qui concerne le versement des cotisations dues en raison de leur activité professionnelle que pour l'octroi des prestations;

Vu l'article 17 du Règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté;

2° het artikel wordt aangevuld met een § 4 luidend als volgt :

« § 4. Voor de toepassing van onderhavig artikel worden de personen bedoeld in § 2, die door een werkgever worden aangevonden zonder voorafgaandelijk werkloosheidsuitkeringen te hebben aangevraagd, gelijkgesteld met de volledig werklozen bedoeld in § 1, eerste lid. Zij moeten echter voorafgaandelijk het gewestelijk werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening vragen vast te stellen dat zij alle toelaatbaarheids- en toekenningsvoorwaarden zouden vervuld hebben om op werkloosheidsuitkering (werkloosheidsuitkeringen) aanspraak te kunnen maken als een werknemer in een voltijdse arbeidsregeling op de dag van hun aanwerving, indien ze een aanvraag om uitkeringen zouden ingediend hebben. »

Art. 4. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « 50 jaar » vervangen door de woorden « minimum 50 jaar » ;

2° in het tweede lid worden de woorden « één van de ondernemingen of » geschrapt.

Art. 5. Artikel 12, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De personen die een brugpensioen genieten bedoeld in artikel 87ter, § 2, 1° of 2°, van het Wetboek van inkomstenbelasting, mogen echter alle beroepsactiviteiten uitoefenen bepaald in artikel 64 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers. Nochtans mogen deze beroepsactiviteiten zowel als loontrekkende of als zelfstandige, niet uitgeoefend worden bij de laatste werkgever ongeacht of de werknemers door hem of door een derde tewerkgesteld worden, behalve om, volgens de voorwaarden vastgesteld door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de leiding van tewerkgestelde jongeren op zich te nemen.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid kan evenwel aanvullende of afwijkende modaliteiten en voorwaarden vaststellen voor de toepassing van artikel 64 van het voormelde koninklijk besluit van 21 december 1967 op de personen bedoeld in het eerste lid. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1987.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 7 augustus 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 87 — 1495

VERTALING

Belgisch-Luxemburgse Overeenkomst betreffende de vaststelling van de toepasselijke wetgeving voor werklozen die deeltijdarbeid verrichten in een andere lid-Staat dan de lid-Staat van wonen

Overwegende dat, wanneer de op het grondgebied van een lid-Staat wonende werknemers krachtens de op hen van toepassing zijnde wetgeving recht hebben op werkloosheidsuitkeringen, terwijl zij op het grondgebied van genoemde lid-Staat deeltijdarbeid verrichten, voor deze werknemers de mogelijkheid moet bestaan om deze deeltijdarbeid op het grondgebied van de andere lid-Staat te verrichten met behoud van de werkloosheidsuitkeringen ten laste van de lid-Staat van wonen;

Overwegende dat het ter voorkoming van eventuele wetsconflicten onder deze omstandigheden nodig is vast te stellen welke wetgeving op deze werknemers van toepassing is.

Overwegende dat het de voorkeur verdient dat deze werknemers zowel voor de betaling van premies verschuldigd uit hoofde van hun beroepswerkzaamheid als voor de verlening van de prestaties, onderworpen blijven aan de wetgeving van hun woonland;

Op grond van artikel 17 van Verordening (EEG) nr. 1408/71 betreffende de toepassing van de sociale-zekerheidsregelingen op werknemers en zelfstandigen, alsmede op hun gezinsleden die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen.